

# **Mémoire au Comité spécial sur la réforme électorale de la Chambre des communes**

26 juillet 2016  
Simon Threlkeld, Toronto

## **Pourquoi les jurys de citoyens devraient décider des méthodes de vote et des règles électorales du Canada**

### **Les politiciens devraient cesser de s'octroyer le dernier mot sur la méthode de vote et les règles électorales**

1. Ils ne devraient pas décider des règles gouvernant leur élection parce que, pour que la prise de décision soit démocratique et équitable, ceux qui décident ne doivent pas être en position de conflit d'intérêts. Pour cette raison simple et claire, les règles électorales doivent être décidées indépendamment des responsables politiques, et donc aussi indépendamment du Parlement.
2. Pour les hommes politiques et les partis, le conflit d'intérêts est fort et manifeste en ce qui concerne le choix des règles électorales (y compris celles déterminant le mode de scrutin), en particulier du fait que les règles peuvent les favoriser eux-mêmes et leur propre parti, et désavantager leurs adversaires.
3. Le Parlement devrait donc se refuser à décider des règles électorales, maintenant et de façon permanente, et se borner à jouer un rôle consultatif à leur sujet. Le Comité devrait recommander cela.
4. S'il n'y avait pas de solution de rechange démocratique valable à ce système où la classe politique décide des règles électorales, alors nous serions sans doute coincés avec cette approche très imparfaite. Il existe toutefois un moyen excellent et hautement démocratique de décider des règles, à savoir le recours à des jurys de citoyens, ou comme on les appelle aussi parfois, les mini assemblées publiques de citoyens.

### **Un référendum est un moyen antidémocratique et inapproprié de décider du système électoral**

5. Selon certains, il conviendrait de décider du mode de scrutin par la voie référendaire. Cette idée doit être rejetée, car loin d'être la panacée démocratique que certains semblent s'imaginer, un référendum est un moyen très antidémocratique et biaisé de décider des règles électorales, y compris celles relatives au système de vote.

6. Le gouvernement par le peuple doit reposer sur une bonne information, parce que seules des vues éclairées offrent une base solide à la prise de décision.

7. Un référendum est un moyen tout à fait inapproprié d'assurer une décision éclairée sur le système électoral canadien. Le public ne prendra pas volontairement sur son temps libre pour se renseigner sur l'option ou les options figurant sur le bulletin, et la plupart des gens ne sont pas particulièrement intéressés à s'informer sur les systèmes électoraux. En 2005, la Colombie-Britannique a organisé un référendum sur le nouveau système électoral proposé; à la veille du scrutin, 66 % des personnes interrogées par Ipsos-Reid disaient ne « rien » savoir ou en savoir « très peu » de la proposition sur laquelle ils étaient appelés à voter. Selon une autre enquête, plus de la moitié de ceux ayant voté contre la proposition disaient l'avoir fait parce qu'ils ne se sentaient pas « bien informés ».

8. Un référendum risque de priver le public d'un choix ouvert en limitant les options de la consultation à l'unique option décidée par le Parlement. Ce serait antidémocratique parce qu'il se pourrait bien que la plupart des Canadiens préfèrent un des systèmes électoraux ne figurant pas sur le bulletin de vote, ou le préféreraient s'ils étaient bien informés à ce sujet.

9. En théorie, un référendum pourrait offrir aux électeurs un choix ouvert parmi une gamme complète de systèmes électoraux. Mais ce serait absurde car il n'y a aucune chance que le public se renseigne sur chacun d'eux, ni même sur plusieurs d'entre eux.

10. L'organisation d'une campagne référendaire nationale efficace coûterait des millions en frais de publicité et de personnel pour la campagne. Cela pourrait faire pencher la balance en faveur de ceux qui ont le plus d'argent, ce qui est antidémocratique.

11. Du fait que les jeunes sont sous-représentés parmi ceux qui votent, ils seraient sous-représentés dans un référendum.

### **Les jurys de citoyens devraient avoir le dernier mot sur le mode de scrutin et la réglementation des élections**

12. Le mode de scrutin (et la réglementation électorale en général) devrait être décidé non seulement de manière indépendante de la classe politique, hommes et partis, mais d'une manière qui soit véritablement et complètement démocratique, sur la base d'un choix bien informé parmi une gamme complète d'options, en veillant à ce que ni les jeunes, ni aucune autre partie du public ne

soit sous-représentée. Le seul moyen d'atteindre tous ces objectifs hautement désirables est de recourir à un jury composé de représentants de la population canadienne choisis aléatoirement.

13. L'Athènes de l'époque classique, largement considérée comme le berceau de la démocratie, confiait la plupart des décisions à des jurys de citoyens choisis par tirage au sort. Parmi les jurys athéniens figuraient le conseil municipal (Boule), les jurys des tribunaux (dikasteria) et les jurys législatifs (nomothetai). La méthode du jury démocratique se perpétue aujourd'hui sous la forme du jury populaire des tribunaux et du jury du coroner, et a été appliquée sous la forme des sondages délibératifs de James Fishkin et des assemblées de citoyens de l'Ontario sur la réforme électorale.

14. Un jury de réforme électorale devrait être assez grand pour fournir un échantillon suffisamment représentatif des Canadiens, et compter sans doute entre 400 et 1 500 citoyens, avec deux à quatre jurés peut-être pour chacune des 338 circonscriptions du Canada. Les jurés peuvent être payés pour travailler à plein temps le nombre de semaines ou de mois nécessaires pour prendre une décision éclairée. Un tel jury constituant un échantillon très représentatif du peuple, engagé le temps nécessaire pour se prononcer en connaissance de cause, représenterait l'idéal démocratique de gouvernement éclairé par le peuple.

15. Toutes les méthodes de vote proposées pour examen au jury de la réforme électorale peuvent être soumises par écrit par le Comité, les partis politiques et les groupes d'intérêt public, avant que le jury ne commence ses travaux. Les partis, les membres des comités, des groupes d'intérêt public et d'autres peuvent se présenter devant le jury pour défendre le mode de scrutin qu'ils soutiennent, et expliquer pourquoi ils le préfèrent au reste.

16. Une fois prêt, le jury décide à la majorité quel sera le mode de scrutin du Canada.

17. Les règles relatives aux jurys de réforme électorale doivent être bien conçues de manière à assurer une décision éclairée et un processus démocratique équitable. Leur élaboration pourrait être confiée à une commission choisie par un jury, commission pourvue d'un rôle consultatif uniquement, les jurys de réforme électorale étant appelés à décider en dernier ressort des modalités de fonctionnement des jurys de réforme électorale. Avant de décider, ces jurys pourraient également entendre des parlementaires et d'autres. De cette façon, les règles régissant les jurys de réforme électorale seraient elles-mêmes l'émanation du gouvernement informé par le peuple, indépendamment des responsables et des partis politiques.

18. D'aucuns pourraient penser que le choix du jury du système électoral devrait être confirmé par un référendum. Cela toutefois n'aurait pas de sens compte tenu des problèmes évoqués plus haut concernant les référendums, et notamment de l'impossibilité de prendre des décisions éclairées.

19. À quelque 150 ans de la naissance de la Confédération, il est temps que la classe politique canadienne cède poliment la place et laisse les gens choisir leur méthode de vote. Un jury de réforme électorale offre la meilleure façon de faire ce choix, parce qu'il consiste à fonder ce choix sur le principe d'un gouvernement éclairé par le peuple, ou d'un gouvernement éclairé par une partie très représentative du peuple, et serait indépendant des hommes politiques et des partis.

20. Le gouvernement éclairé par le peuple (c'est-à-dire avec le consentement informé des gouvernés), repose sur le meilleur et le plus élevé des mandats démocratiques qu'un mode de scrutin puisse donner. Il n'y a aucune raison de se contenter de quoi que ce soit de moins, et aucune raison de délégitimer inutilement la méthode de vote en en confiant le choix à des personnes en situation de conflit d'intérêts (comme les professionnels de la politique).

21. Le but du Comité est de promouvoir la démocratie canadienne autant que possible, en particulier en faisant tout pour garantir que le mode de scrutin est aussi pleinement légitime, approprié, juste et démocratique qu'il puisse l'être. Une méthode de vote décidée par des personnes en situation de conflit d'intérêts, et sans le consentement éclairé de la population, ne pourrait utilement servir à atteindre cet objectif, et devrait donc être rejetée.

22. Le jury de réforme électorale devrait devenir l'une des pierres angulaires de la démocratie canadienne. Un tel jury pourrait être automatiquement convoqué après chaque élection, six mois après par exemple, afin d'examiner s'il est nécessaire d'apporter des modifications à la réglementation électorale du Canada, et le cas échéant, de soumettre des questions spécifiques à un ou plusieurs autres jurys de réforme électorale pour décision. La seule façon pour le(s) parti(s) au pouvoir de modifier les règles électorales serait de présenter une proposition dans ce sens à un jury de réforme électorale pour décision.

23. Il semble peu probable que le Parlement parvienne à un consensus de tous les partis sur le mode de scrutin idéal pour le Canada. Dans l'intérêt de la démocratie et de l'équité, il est préférable que cette décision soit confiée à un jury de réforme électorale et échappe ainsi aux conflits d'intérêts et rivalités des partis politiques.

24. Il est dit dans le mandat du Comité qu'il « doit étudier et recommander des méthodes supplémentaires pour obtenir les points de vue des Canadiens ». Un jury de réforme électorale devrait être l'une de ces méthodes supplémentaires, un tel jury permettant de faire émerger et connaître les points de vue éclairés de la population canadienne. Un tel jury pourrait avoir un rôle strictement consultatif, cependant, pour les raisons indiquées, il est préférable qu'il ait le pouvoir de décider ou, au moins, de faire des recommandations qui soient suivies.

25. Pour les raisons exposées ci-dessus, le Comité devrait recommander que :

- a) le mode de scrutin soit décidé par un jury de réforme électorale afin que la décision repose sur le consentement éclairé des gouvernés, en dehors des conflits d'intérêts propres aux partis et à la classe politiques;
- b) un jury de réforme électorale soit convoqué cette année (ou le plus tôt possible) pour décider du mode de scrutin à temps pour les prochaines élections;
- c) dorénavant, toute modification à la réglementation électorale du Canada soit décidée par un jury de réforme électorale, lequel deviendrait un rouage permanent de la démocratie canadienne (le long des lignes brièvement indiquées ci-dessus).

Voilà la meilleure, la plus démocratique, la plus juste et la plus légitime des méthodes pour décider du mode de scrutin et de la réglementation électorale du Canada.

Simon Threlkeld est l'auteur de divers textes sur la démocratie (dont cet article récent sur la façon dont le système électoral canadien devrait être décidé), est titulaire d'une maîtrise en philosophie de l'Université de Toronto ainsi que d'un diplôme de l'Osgoode Hall Law School, et a pratiqué le droit.